

# Canada d'aujourd'hui

## Sommaire

Indiens et Métis	3
Ligue d'improvisation	5
Journal	7
Charbon des Rocheuses	11
Télévision en direct	14
Pierre Clerk	15
Maison des étudiants	16

Canada d'aujourd'hui

18 rue Vignon, 75009 Paris

Organe d'information des ambassades du Canada.

Numéro 56. Juillet 1981. Quinzième année.

Directeur : Jacques Noisoux

Rédacteur en chef : Francis Curtil

Graphisme : Michel Tourtois

Le service de Canada d'aujourd'hui peut être fait gratuitement, sur demande. Nos lecteurs sont priés de signaler leurs changements d'adresse (avec code postal); joindre la dernière étiquette d'expédition.

Photos. Rémy (Paris); Jacques Blouin (Québec);

Bibliothèque nationale du Canada; François Walch

(Paris); Centre culturel canadien, Paris;

BC Coal (Vancouver); Jacques Vargues (Paris).

ISSN 0243-6612

Imprimé en France

sur du papier de fabrication canadienne.

## Les élections au Québec

**L**es résultats des élections du 13 avril pour le renouvellement des sièges de l'Assemblée nationale du Québec ont surpris les observateurs. Beaucoup s'attendaient à la victoire du Parti libéral (Claude Ryan, chef de l'opposition). Celui-ci n'avait-il pas enlevé toutes les élections partielles tenues au cours des dernières années et conduit à la victoire le camp des "non" lors du référendum de 1980 sur le projet de souveraineté-association ? Or le Parti québécois (René Lévesque, premier ministre) l'a emporté d'une manière plus nette qu'en novembre 1976 (1).

En suffrages exprimés, le Parti libéral a certes beaucoup progressé : passant de 33 p. 100 à 46 p. 100 des voix, il a gagné 13 points. Il est cependant loin de retrouver son niveau de 1973 (55,3 %). Surtout, le Parti québécois, qui avait obtenu 41,1 p. 100 des suffrages en 1976, a gagné près de 8 points et obtenu cette fois 49 p. 100 des suffrages. En ce qui concerne les sièges, la part du Parti québécois varie peu : avec quatre-vingts sièges, le parti majoritaire occupera 65,5 p. 100 des cent vingt-deux sièges, au lieu de 64,5 p. 100 des cent dix sièges de la législature précédente. L'Union nationale, parti de tendance conservatrice, qui avait obtenu 18 p. 100 des suffrages en 1976, a perdu les trois quarts de son électorat et n'aura pas de représentation à l'Assemblée nationale. Il semble donc - compte non tenu des transferts de voix, qu'il est toujours très difficile d'évaluer - que le gros de l'électorat de l'Union nationale et la quasi-totalité de l'électorat de divers petits partis se soient portés plus de 60 p. 100 sur le Parti libéral et pour près de 40 p. 100 sur le Parti québécois. Ce dernier chiffre a créé la surprise.

Les observateurs s'accordent sur les grandes raisons qui expliquent les résultats du 13 avril. Le gouvernement de M. René Lévesque s'est acquis, au cours de quatre ans et demi d'exercice du pouvoir, une réputation de sérieux,

d'intégrité et d'efficacité. Au cours de la campagne électorale qui l'avait porté au pouvoir en 1976, le Parti québécois avait déjà annoncé son objectif essentiel : assurer au Québec une bonne gestion. Son électorat a jugé qu'il s'était bien acquitté de sa tâche. Quant au projet de souveraineté-association (indépendance politique du Québec et association économique avec le reste du Canada), qui figure dans les statuts du Parti québécois, il n'a été soumis aux électeurs ni en 1976 ni en 1981. Il a fait l'objet, en revanche, du référendum de mai 1980 et il a été repoussé par 59,5 p. 100 des votants (2). A l'approche du récent scrutin, M. Lévesque s'était d'ailleurs engagé à ne pas tenir un deuxième référendum constitutionnel au cours de la nouvelle législature.

Sans renier ses convictions et celles de ses amis, M. Lévesque a donc mis de côté son projet de souveraineté-association qui remonte à 1967. Il a dès lors pu bénéficier des voix de nombre d'électeurs nationalistes qui souhaitent voir le Québec défendre, comme d'autres provinces canadiennes, des politiques fermes à l'égard du pouvoir fédéral sans mettre en question son appartenance à la fédération. On interprète de cette façon le fait que le Parti québécois ait obtenu des suffrages dans les couches anglophones et allophones (dont la langue maternelle n'est ni l'anglais ni le français) de l'électorat. De plus, les élections sont intervenues au terme d'un très long débat fédéral sur le « rapatriement » de la Constitution canadienne.

Deux partis seulement sont maintenant représentés à l'Assemblée nationale du Québec. La majorité n'a pas changé de camp : une nette poussée libérale a été compensée, sur le plan parlementaire, par une poussée péquiste (Parti québécois) de moindre ampleur.

1. Sur les élections du 15 novembre 1976, voir *Canada d'aujourd'hui*, avril 1977.

2. Sur les résultats du référendum du 20 mai 1980, voir *Canada d'aujourd'hui*, juillet 1980.